

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Alia GANA et Gilles VAN HAMME

Les élections de l'assemblée nationale constituante : un reflet des inégalités socio-territoriales à l'origine de la révolution tunisienne ?

L'aggravation des phénomènes d'exclusion sociale et les disparités territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement en Tunisie depuis les deux dernières décennies figurent parmi les causes profondes de l'explosion sociale et populaire qui a conduit à la révolution du 14 janvier. Tout au long de la période transitoire qui a mené aux élections du 23 octobre, la question sociale, en particulier l'emploi, et celle du développement régional ont fortement pesé sur les termes du débat politique en Tunisie. La question régionale a continué de susciter d'importantes mobilisations (Kasbah 2 et 3) et de faire l'objet de surenchères politiques, notamment lors de la mise en place de la « Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution », dont la composition a été corrigée en vue d'une meilleure représentation des régions défavorisées, foyers de la révolte populaire. De même, c'est une logique de discrimination positive qui a présidé à la détermination du nombre de sièges affectés à chaque circonscription électorale, ce qui a permis à plusieurs circonscriptions du Sud et du Centre-ouest du pays, bien que moins peuplées, d'avoir un nombre de sièges équivalents à des circonscriptions à forte densité de population (régions littorales du Nord et du Centre).

Les résultats du scrutin du 23 octobre qui donnent globalement une large avance au parti islamiste d'Ennahda (41,5% des sièges) sont diversement interprétés par les analystes : vote sanction contre les élites politiques et volonté de rupture définitive avec l'ancien régime, vote identitaire, vote nationaliste, vote social. Nous formulons l'hypothèse que ces résultats traduisent une étroite imbrication entre les dimensions géographique et sociale des déterminants des comportements électoraux. Dans cette perspective, nous proposons une analyse de géographie et de sociologie électorale s'appuyant sur le croisement de la cartographie des résultats, des données socio-économiques des gouvernorats et des circonscriptions, ainsi que des caractéristiques des partis. Cette analyse pourra être complétée par un sondage permettant de cerner les caractéristiques sociales de l'électorat.

Une analyse préliminaire de la répartition géographique des résultats obtenus par les trois principaux partis fait déjà ressortir les éléments suivants. Tout d'abord, si le parti Ennahdha réalise les meilleurs scores (en pourcentage des voix obtenus) dans les gouvernorats du sud, mais aussi à Kairouan (capitale religieuse du pays), ils obtiennent aussi les résultats les plus faibles dans les gouvernorats du nord-ouest et du centre-ouest (en particulier à Jendouba, Kasserine et Sidi Bouzid, principaux foyers de la révolte populaire). Par ailleurs, on observe un clivage entre grandes métropoles et le reste du pays pour les deux grands partis de centre-gauche, à savoir le Forum démocratique pour le travail et les libertés et Congrès pour la République, dont les géographies sont assez proches à l'échelle des gouvernorats ;

Ainsi, s'il semble se dégager une très forte « territorialité » des comportements électoraux, ceux-ci ne sont pas aisément réductibles aux caractéristiques objectives sociodémographiques des territoires.